La motion est adoptée et le bill est lu pour la deuxième fois.

ETUDE EN COMITE

Sur la proposition du très honorable M. Graham, le Sénat se forme en comité pour étudier le bill.

L'honorable M. BELAND préside.

Article 1—Interprétation.

Le très honorable M. GRAHAM: Ces diverses interprétations sont nécessaires pour l'intelligence de l'article 5 du bill.

L'article 1 est adopté.

Article 2—Baux et permis de pêche.

L'honorable M. DANIEL: Cet article modifie l'article 7 en insérant, à la première ligne, les mots "à sa discrétion absolue", après le mot "peut". Je voudrais savoir quel est l'objet de cet article. Il se rapporte sans doute à une personne autorisée à émettre des permis. Il s'agit peut-être du ministre, mais je ne le sais pas. Pouvons-nous avoir des explications au sujet de la vraie signification de ces termes?

Le très honorable M. GRAHAM: L'article 7 se lit maintenant comme suit:

Le ministre peut, lorsque le droit exclusif de pêche n'existe pas déjà en vertu de la loi, émettre des baux de pêche, des permis pour l'exploitation des pêcheries et des permis de pêche, ou il peut en autoriser l'émission en quelque endroit que ces pêcheries soient situées ou que la pêche doive se pratiquer; mais les baux ou les permis pour un terme excédant neuf années ne sont émis que par autorisation du gouverneur en conseil.

D'après l'interprétation donnée au mot "peut", le ministre a le pouvoir d'agir à sa discrétion. Cette interprétation limite, dans la Colombie britannique, l'émission de permis aux sujets britanniques de race blanche et aux naturels indiens. La question du pouvoir discrétionnaire du ministre a été mise en doute, et bien que les cours en soient actuellement saisies, le comité permanent de la marine et des pêcheries a décidé de modifier cet article pour établir hors de toute ambiguïté que le ministre est réellement investi de ce pouvoir discrétionnaire. Voilà pourquoi on a inséré après le mot "peut" les mots "à sa discrétion absolue".

L'article 2 est adopté.

Les articles de 3 à 6, inclusivement, sont adoptés.

Article 7—Amende pour usage de chalutiers à plateaux.

Le très honorable M. GRAHAM: Honnables messieurs, je veux vous communiquer une explication que j'ai reçue du ministère au sujet de cet article. L'article 7 est substitué à

l'article 5 du bill original. Le comité spécial et permanent de la marine et des pêcheries a recommandé de remplacer l'ancien article 5 et d'édictier des dispositions obligeant les personnes quittant la rive du Canada dans des vaisseaux munis de chaluts à plateaux à obtenir un permis du ministre qui pourra déterminer le nombre de ces permis. Ces dispositions prescrivent aussi que le Gouverneur en son conseil aura le pouvoir d'établir les conditions exigées pour l'obtention de ces permis, que ces vaisseaux ne pourront se livrer, sans permis, à des opérations de pêche à moins de douze milles de la côte, et ils devront être enregistrés comme navire du Canada et appartenir à quelqu'un du Canada.

Comme la Loi des pêcheries ne peut s'appliquer en dehors des eaux territoriales, il est nécessaire, pour se rendre aux recommandations du comité, de modifier la Loi de manière à pouvoir exercer la surveillance voulue sur ces navires quand ils sont dans nos ports et nos eaux territoriales.

Les membres de la commission des pêcheries de l'Atlantique n'étaient pas d'accord sur la question des chalutiers à vapeur; quatre d'entre eux recommandant l'interdiction totale des chalutiers partant du Canada, et le président, avec les autres, se prononçant en faveur de leur surveillance.

Ce qui rend surtout la situation difficile est évidemment la présence, sur les bancs qui longent nos côtes en dehors de nos eaux territoriales, d'une flotte considérable venant des Etats-Unis, de France, et parfois d'autres pays d'Europe, pour s'y livrer à la pêche. Et si les ports canadiens de l'Atlantique étaient interdits aux chalutiers, cela ne pourrait empêcher les chalutiers à vapeur canadien d'aller pêcher au large des eaux territoriales et d'aller décharger leur poisson dans les ports des Etats-Unis d'où il serait expédié sous scellé aux marchés intérieurs du Canada.

Il est nécessaire pour favoriser autant que possible l'expansion de nos pêcheries côtières de restreindre ainsi l'action de ces chalutiers. Le bill, tel que modifié, assure cette restriction et le paragraphe 3 donne au ministère les moyens d'encourager les pêcheurs des côtes à se procurer de petits chalutiers avec lesquels ils pourront opérer, comme avec les grands chalutiers, tout en faisant la pêche plus régulièrement et pendant une plus grande partie de l'année.

L'honorable M. WILLOUGHBY: Ces grands chalutiers à plateaux ne pourront, je suppose, se livrer à la pêche, durant l'année, à moins de douze milles de la côte.

Le très honorable M. GRAHAM: C'est ce que je comprends.